

L'essentiel

► Brésil : le ministère de l'Économie rehausse à +5,3% sa prévision de croissance pour 2021.

Dans son bulletin macroéconomique de juillet, le ministère de l'Économie a révisé à la hausse sa prévision de croissance du PIB brésilien pour 2021, de +3,5% à +5,3%. Le gouvernement s'aligne ainsi avec la prévision du marché, qui table également sur une croissance de +5,3% en 2021, selon le sondage Focus de la BCB. Cette révision est notamment justifiée par une croissance trimestrielle du PIB au T1 (+1,2% en v.t.) plus robuste que ce que n'anticipaient les prévisionnistes de marché, malgré l'arrêt de l'aide d'urgence, la seconde vague épidémique et le renforcement des mesures de distanciation sociale. Le ministère de l'Économie prévoit également une hausse de l'activité au T2 (+0,3% en v.t.), le Brésil bénéficiant d'un contexte externe favorable : hausse des prix des matières premières, avancée de la vaccination et reprise économique dans les principales économies avancées. Cette dynamique de croissance devrait se poursuivre lors du second semestre, l'accélération de la vaccination devant permettre de soutenir la reprise des services et de la consommation privée, principaux moteurs de l'économie brésilienne. Néanmoins, la propagation du variant delta au Brésil, qui pourrait entraîner une recrudescence de la pandémie, ainsi qu'un prolongement de la crise hydrique, qui pénaliserait la production d'énergie, l'industrie et l'agriculture, constituent les principales facteurs d'incertitudes pesant sur la croissance économique.

► ASEAN : la BASD révisé à la baisse les prévisions de croissance de la région en 2021

La dernière mise à jour de l'*Asian Development Outlook* de la BASD confirme les perspectives de reprise pour l'Asie émergente et en développement (+7,2% en 2021 et +5,4% en 2022), mais la résurgence des cas de Covid-19 freine la croissance dans plusieurs économies. **En Asie du Sud-Est, les prévisions de croissance pour 2021 sont ainsi revues à la baisse à 4,0% (contre +4,4% anticipés en avril), en raison de nouvelles restrictions pour lutter contre la pandémie, avant une reprise plus marquée en 2022 (+5,2%).** Seul Singapour voit ses prévisions de croissance s'améliorer (+6,3% contre +6,0% précédemment). Les prévisions sont revues à la baisse pour la Malaisie (+5,5% contre 6,0%), l'Indonésie (+4,1% contre 4,5%), la Thaïlande (+2,0% contre 3,0%) et le Vietnam (+5,8% contre +6,7%), et restent inchangées pour les Philippines (+4,5%). Les retards des campagnes de vaccination, l'apparition de variants et les confinements prolongés dans plusieurs pays de la région limitent l'activité économique et la reprise espérée. Enfin, l'inflation régionale est légèrement revue à la baisse à 2,3% en 2021 (2,4% précédemment) en raison des impacts prolongés de la crise sur la consommation, compensés en partie par la remontée des cours du pétrole.

► Côte d'Ivoire : Fitch Ratings relève la note souveraine de B+ à BB-

L'agence de notation, Fitch Ratings a relevé la note de la Côte d'Ivoire de "B+" à "BB-", avec perspectives stables. En effet, l'agence souligne une baisse des tensions politiques, de bonnes perspectives de croissance économique, la trajectoire contrôlée des finances publiques et une amélioration de la gouvernance. La croissance du PIB est attendue à +6,2% en 2021-2022, tirée par la demande intérieure, et le bon déroulement des élections législatives augurent d'une réduction du risque institutionnel. Aussi, malgré un creusement du déficit budgétaire à 5,6% du PIB en 2020, l'agence prévoit une amélioration progressive pour atteindre 3% du PIB d'ici 2024. Selon le dernier bulletin statistique de la dette, la dette publique en 2020 s'établissait à 47,8% du PIB. Fitch estime que la dette publique ne dépassera pas les 50% du PIB dans les prochaines années, en raison d'une consolidation budgétaire progressive et d'une forte croissance du PIB. La dette en devises représenterait 65% du stock total, mais le risque de change serait atténué car plus de la moitié est en euros, auquel le franc CFA est lié par une parité fixe.

► Russie : La Banque centrale russe augmente son taux directeur à 6,5%, au plus haut depuis 2014

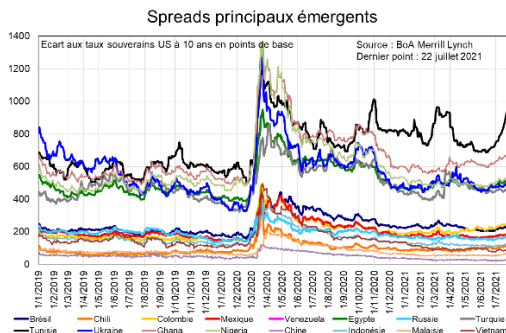
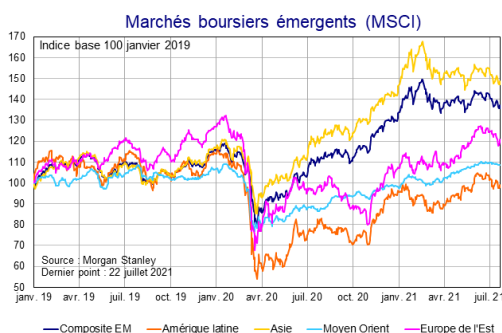
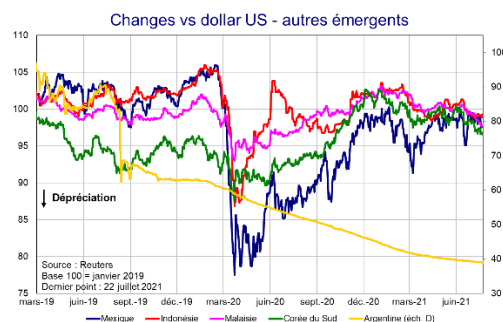
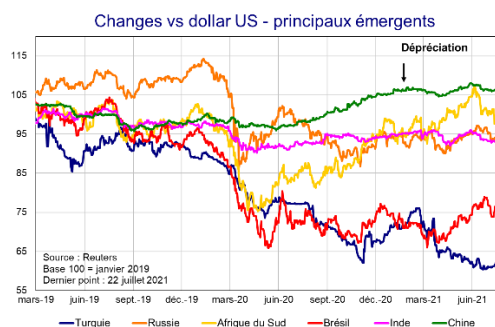
La Banque centrale a augmenté pour la quatrième fois consécutive son taux directeur à 6,5% (+100 pb). Cette décision vise à ramener l'inflation à 4%, alors qu'elle a atteint 6,5% en juin en rythme annuel. Selon les dernières prévisions de la Banque centrale, l'inflation annuelle devrait être comprise entre 5,7% et 6,2% en 2021, avant de redescendre à un niveau inférieur à 4,5% en 2022. La hausse du prix des matières premières, combinée au resserrement sur le marché du travail, devraient continuer à soutenir ces pressions inflationnistes. De nouvelles hausses de taux n'ont pas été exclues. Par ailleurs, la Banque centrale a estimé que l'économie russe aurait retrouvé son niveau d'avant crise au deuxième trimestre 2021. Malgré un durcissement partiel des mesures de restriction, le secteur des services continue de se redresser.

Cette semaine, les marchés émergents ont connu une tendance baissière. Les marchés actions ont enregistré une baisse, en particulier en Amérique latine, la Colombie enregistrant l'une des pires performances. Les devises émergentes se sont en moyenne dépréciées, en particulier le rand sud-africain. Enfin, les spreads des titres de dette souveraine se sont écartés, surtout les spreads tunisiens.

L'indice boursier MSCI composite marchés émergents (en dollars) a enregistré une baisse cette semaine (-1,6 %), après avoir enregistré une hausse la semaine dernière (+2,4 %). Cette baisse est particulièrement marquée en Amérique latine (-2,1 %, après +4 % la semaine dernière), qui a été l'indice le plus volatile ces dernières semaines, et en Asie (-1,8 %, après +2,7 %). L'indice boursier colombien a enregistré une perte de 2,9 %. Début juillet, l'agence de notation Fitch avait été la deuxième agence à abaisser la note du pays en catégorie spéculative après l'échec d'une réforme fiscale au Congrès, qui a entraîné des troubles sociaux et coûté son poste au ministre des finances. Cette semaine, plusieurs milliers de manifestants sont à nouveau descendus dans la rue pour protester contre le gouvernement et réclamer au Parlement, qui examine à nouveau la réforme controversée, plus de justice sociale. Cependant, cette nouvelle version allégée de la réforme¹ ne générerait que 3,9 Mds de dollars de revenus supplémentaires, loin derrière le projet initial de 6,3 Mds de dollars.

Les grandes devises émergentes ont enregistré en moyenne une dépréciation face au dollar US cette semaine, après une légère appréciation en moyenne la semaine dernière. Le rand sud-africain s'est déprécié de 1% cette semaine, après s'être déprécié de 1,6 % la semaine dernière. Au cours des dernières réunions, la banque centrale (SARB) avait été l'une des plus hawkish des pays émergents. La banque s'était engagée à augmenter les taux d'intérêt pour faire face à la hausse de l'inflation, alors même que le taux de chômage a dépassé les 40 %. Cette semaine, la SARB a changé de ton : elle a maintenu son taux directeur au niveau historiquement bas de 3,5% et abaissé sa cible de taux d'intérêt à la fin de l'année de 4,1 % à 3,8 %. Le pays a également connu de violentes manifestations, déclenchées initialement par l'incarcération de l'ancien président Jacob Zuma et nourries par la crise économique et les restrictions imposées depuis fin juin face à une troisième vague épidémique. L'armée a été déployée dans deux régions.

S'agissant des titres de dette souveraine, les spreads ont enregistré en moyenne un écartement cette semaine après un resserrement la semaine dernière. Les spreads tunisiens se sont particulièrement écartés cette semaine (+100 pdb, après +17 pdb la semaine dernière). La situation sanitaire se détériore rapidement alors que le variant Delta touche le pays où le taux de vaccination reste faible (7% de la population) et le taux de mortalité élevé. Elle est à l'origine d'une crise politique : le chef du gouvernement tunisien Hichem Mechichi a décidé de limoger le ministre de la Santé Faouzi Mehdi. Par ailleurs, le président Kais Saïed a refusé de laisser prêter serment des ministres pourtant validés par le Parlement et le gouvernement compte depuis de nombreux ministres intérimaires cumulant plusieurs fonctions, notamment à la Justice, ou à l'Intérieur.



¹ Qui n'inclut plus une augmentation de la TVA sur certains biens et l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu